

1^{er} décembre 1999, Québec

Allocution à l'occasion du Congrès de l'Union des producteurs agricoles

Monsieur le Président de l'Union des producteurs agricoles,

Monsieur le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation,

Monsieur le Secrétaire d'État aux Sports amateurs,

Monsieur le Chef de l'opposition officielle,

Mesdames et Messieurs les membres de l'exécutif,

Productrices et Producteurs agricoles,

Distingués invités,

Chers amis,

Ce n'est pas par hasard si nous nous retrouvons aussi nombreux ce soir, à Québec, pour rendre hommage à l'UPA et à ses fondateurs. Depuis 75 ans, plusieurs générations d'hommes et de femmes se sont passé le relais, ont servi le même idéal et ont affiché la même volonté de réussir. Tous ces efforts, toute cette énergie qui ont été investis par tous les producteurs qui se sont succédé, souvent de père en fils ou de père en fille, ont rendu notre agriculture plus moderne, plus productive, plus ouverte sur les marchés internationaux. Nos producteurs agricoles ont ainsi suscité des retombées directes sur notre économie et sur la qualité de vie des Québécoises et des Québécois.

Nous voici donc rassemblés pour ce banquet qui est avant tout celui de la reconnaissance. Entre l'apparition des premiers mouvements syndicaux, ou, plus exactement, des premières sociétés d'agriculture au Québec, et l'avènement du mouvement bien organisé que vous représentez aujourd'hui, le temps s'est écoulé comme un sillon profond mais somme toute rectiligne.

Au départ, il a fallu que vos prédécesseurs se parlent et se mettent d'accord. C'est sans doute l'apparition des premières sociétés coopératives qui a formé un terreau assez fertile pour favoriser l'éclosion, en 1924, de l'Union catholique des cultivateurs. Les premiers membres se sont alors mis à l'ouvrage en appliquant au développement de leurs idées des méthodes de travail que vous avez vous-mêmes apprises à maîtriser, d'hier à aujourd'hui : défricher, élaguer, ensemençer. Ils ont agi afin de se donner des assises solides et mieux protéger leurs intérêts légitimes. C'est ce qui a permis à l'agriculture québécoise de pousser plus vite et de se développer plus rapidement.

Le thème de votre congrès est inspirant. Vous avez pris soin de le rendre significatif en conviant à cette fête autant « d'héritiers du passé » que « d'artisans de l'avenir ». Parlant du passé d'ailleurs, le vôtre est chargé non seulement de souvenirs mais surtout de décisions

et de progrès qui constituent le socle de votre développement ininterrompu. Certaines balises méritent d'être mentionnées.

La première de celles-ci est l'année 1924, qui nous ramène aux balbutiements de votre mouvement. Dans les années 30, le Québec tout comme l'Amérique traverse la Grande Crise. La classe agricole connaît des difficultés majeures pour s'autofinancer et se développer. Un des premiers grands piliers de notre politique agricole est alors créé. L'année 1936 voit naître l'Office du crédit agricole, connu maintenant sous le nom de Société de financement agricole du Québec.

Vingt ans plus tard, la Loi des marchés agricoles instaure la mise en marché collective, pierre angulaire de la politique actuelle. La décennie des années 60 permet la création de l'assurance-récolte. En 1972, le syndicalisme agricole est officiellement reconnu, puis l'année 1975 voit l'avènement de l'assurance-stabilisation des revenus.

En 1978, l'Assemblée nationale adopte la Loi sur la protection du territoire agricole. Récemment, en 1997, vous avez pu apprécier les retombées de la Loi relative à la protection des activités agricoles, communément appelée le droit de produire. Ce survol rapide permet d'identifier certains repères historiques incontournables. Vous êtes maintenant préoccupés par de nouveaux enjeux, comme ceux reliés à la présente ronde de négociations des États membres de l'OMC. Au Québec même, des changements se produisent.

La population s'urbanise irréversiblement, les clients se raffinent, les produits les plus frais et les plus divers ont la cote, les cultures transgéniques suscitent avec raison de nouveaux débats. À maints égards, le portrait actuel est rassurant. Avec des recettes monétaires de 4 600 000 000 \$, l'agriculture est la plus importante activité du secteur primaire au Québec. Votre contribution au produit intérieur brut s'élève à 2 200 000 000 \$, et vos différentes productions font travailler directement 80 000 personnes. Si l'on considère l'industrie agroalimentaire dans son ensemble, ce sont 403 000 personnes qui y gagnent leur vie, soit près de 12 % de l'emploi total du Québec.

De plus, la relève semble au rendez-vous. J'ai appris récemment que les différents programmes de formation agroalimentaire au collégial ont connu cette année un nombre record d'inscriptions. J'ai aussi noté avec intérêt que les femmes sont de plus en plus présentes dans nos Instituts de technologie agroalimentaire. Elles y constituent cette année près de la moitié (49,5 %) de la clientèle. Toutes ces données permettent certes d'être optimiste.

Je m'en voudrais de ne pas profiter de cette occasion pour rappeler la présence et réitérer le soutien sans faille de l'État québécois envers le milieu agricole. Depuis longtemps, il existe entre nous une très efficace concertation. Nous avons appris à travailler ensemble et nous sommes dotés d'une politique agricole unique et originale en Amérique du Nord. Nous avons développé une agriculture prospère et maintenu la possibilité pour les producteurs et productrices agricoles de bénéficier de revenus comparables à ceux des autres secteurs de l'économie.

Notre façon particulière de concevoir le développement de l'agriculture, l'adoption de nos grandes législations, l'évolution des rapports entre tous les partenaires concernés, tout cela

nous ramène à la caractéristique fondamentale des enjeux propres à l'agriculture moderne. Je veux parler du lien de plus en plus fort entre les maillons de la chaîne agroalimentaire. J'ai encore en mémoire la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, tenue à Saint-Hyacinthe en mars 1998. Le consensus que nous y avons atteint sur la croissance a constitué un moment fort de cette rencontre. Il exprime le visage résolument moderne, avant-gardiste et confiant de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.

Le Rendez-vous des décideurs, que j'ai eu le plaisir de présider à Québec en mars dernier, m'a permis à nouveau de sentir la détermination qui vous habite. Les plans d'action concertée qui ont été adoptés lors de ce Rendez-vous sont révélateurs. Ils indiquent clairement le chemin à parcourir pour atteindre les ambitieux objectifs que nous nous sommes fixés, à savoir : la création de 15 000 nouveaux emplois, la réalisation de 7 500 000 000 \$ d'investissements et la majoration du double des exportations pour les porter à 4 000 000 000 \$.

Et tout cela, d'ici 2005. Ces plans d'action sont les bases d'une nouvelle politique agricole et agroalimentaire. Elle sera ainsi mieux adaptée pour appuyer vos efforts soutenus et votre esprit d'initiative et d'entrepreneuriat. Comme vous en a fait part ce midi le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Monsieur Rémy Trudel, plusieurs éléments de cette nouvelle politique sont déjà définis, et cela, dans plusieurs domaines: développement des marchés, savoir-faire, agroenvironnement et gestion des risques.

Avec tout ce que vous avez déjà accompli, je pense que vous pouvez avoir confiance en votre avenir... en notre avenir. Il n'aura de limites que celles que nous nous imposerons. Mais tout cela, bien que très important, ne doit pas nous faire oublier l'essentiel, du moins... l'essentiel, de cette soirée. Nous célébrons un anniversaire. Au-delà des chiffres, des discussions et des négociations, une chose m'apparaît incontournable. Cette fête, c'est avant tout celle des hommes et des femmes qui depuis tant d'années, et en particulier tout au long des 75 dernières, ont labouré nos terres, élevé nos troupeaux, transformé nos produits, nourri nos familles. C'est la fête de ceux et celles qui nous donnent la possibilité, jour après jour, de bénéficier de ce que la nature a de mieux à offrir. C'est la fête des producteurs et productrices agricoles qui font notre fierté.

Au nom de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, je souhaite longue vie à l'UPA. Puissent les années qui viennent être à la hauteur de vos aspirations. Vous le méritez bien.

Bonne fête! Merci.